

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
40 rue de la préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 07/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES

ZI de Villemenant
58130 Guérigny

Références : 250463
Code AIOT : 0005401788

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement AXEREAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES, implanté ZI de Villemenant - 58130 Guérigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'arrêté de mise en demeure du 27 avril 2025, qui portait sur des prescriptions relative aux installations de dépotage de gasoil pour ravitailler les camions. L'inspection du 27 août 2025 a relevé le non-respect de cet arrêté de mise en demeure. Par courrier du 11 septembre 2025, l'exploitant a indiqué cesser cette activité au 30 septembre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES_Guérigny
- ZI de Villemenant 58130 Guérigny
- Code AIOT : 0005401788
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

AXEREAL exploite sur le territoire de la commune de Guérigny une installation de stockage de céréales. Le fonctionnement des installations est assuré par une équipe de quelques salariés sous la responsabilité d'un responsable de site.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aire de dépotage	AP de Mise en Demeure du 27/04/2025, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater le retrait de la cuve de gasoil et de ses équipements connexes. Les activités sur lesquelles portait l'arrêté de mise en demeure du 27 avril 2025 ont donc fait l'objet d'une cessation effective, ce qui permet de lever la mise en demeure.
La cessation administrative de ces activités doit être finalisée par la transmission des attestations requises (ATTES-SECUR notamment).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aire de dépotage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Prescription contrôlée : La société AXEREAL, exploitant une installation de stockage de céréales et d'engrais sur le territoire de la commune de GUÉRIGNY, est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, : - les dispositions prévues aux articles A2.3 et A2.6 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 1989 en mettant aux normes son aire de dépotage ;
Constats : Rappel des constats de l'inspection du 13/07/2021 : « Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant a déclaré que la citerne GNR d'une capacité de 2 500 litres est utilisée uniquement pour le ravitaillement des engins de manutention du site. Cette cuve constatée, le jour de la visite, placée dans un local et sur rétention est équipée d'un pistolet à arrêt automatique. La présence d'un sac de produits absorbant dans le local abritant la cuve a été également constatée le jour de l'inspection. Toutefois, l'aire de dépotage dédiée au ravitaillement des engins n'est toujours pas mise en place ». Rappel des constats de l'inspection du 27/08/2025 : « L'exploitant n'a procédé à aucuns travaux depuis l'inspection précédente et depuis la signature de la mise en demeure du 27 avril 2025. Il n'a pas été en mesure de présenter un devis d'une société pour la mise en conformité de l'aire de dépotage (par exemple par la mise en place d'un débourbeur-déshuileur ou d'une rétention

associée). L'exploitant n'est pas en mesure de décrire le fonctionnement des réseaux d'eaux pluviales sur le site ni d'indiquer où sont les points de rejets. La Nièvre coule à moins de 25 mètres de l'aire de dépotage ».

Axereal a envoyé dans la base de données GUNenv le 11/9/2025 le courrier promis s'engageant à cesser l'activité station-service au 30/09/2025. Ils s'engagent à ce que :

- les engins de manutention feront le plein à la station-service voisine-la cuve GNR et la pompe seront démontées,
- la déconnexion électrique de la pompe sera réalisée au plus tard le 19/09/2025, rendant l'ensemble inutilisable,
- le démontage complet sera finalisé au plus tard le 30/09/2025.

L'inspection du 22/10/2025 a permis de constater le retrait de la cuve de gasoil et de ses équipements connexes.

Les activités sur lesquelles portait l'arrêté de mise en demeure du 27 avril 2025 ont donc fait l'objet d'une cessation effective, ce qui permet de lever la mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La cessation administrative de ces activités doit être finalisée par la transmission des attestations requises (ATTES-SECUR notamment).

Type de suites proposées : Sans suite